

Extraits du rapport d'actualité présenté à la Commission exécutive fédérale du 19 novembre 2020 :

« (...) Le 10 novembre, avec les enseignants et le soutien des parents d'élève, les territoriaux étaient également appelés à se mobiliser dans les écoles, les collèges et les lycées. (...) Parmi les remontées que nous avons reçues à la fédération, notons une forte mobilisation à Frontignan dans le périscolaire des douze écoles de la ville, des écoles fermées dans de nombreuses collectivités, 250 grévistes personnels de l'éducation (ATSEM, agents de service, agents d'accueil) sur les 450 agents du secteur pour la Ville de Metz, ce qui exprime un état d'esprit général combatif.

Malgré la pandémie les luttes se poursuivent et tout le monde comprend bien que le gouvernement profite de la situation pour poursuivre ses mauvais coups contre les services publics. Dans les SDIS la bagarre se poursuit notamment pour la prime de feu et pour la suppression de la surcotisation salariale (...). A Toulouse le 5 novembre, l'assemblée générale des bibliothèques a réuni 70 agents en « présentiel ». Comme l'indique le communiqué du syndicat, c'est « une AG dans laquelle la colère s'est exprimée tout en recherchant les possibilités de mobilisation pour faire front. Au final l'AG a décidé de lancer une pétition contre les mesures d'organisation proposées à la hâte par la direction (...) ». Dans tous les secteurs, les syndicats précisent leurs revendications. (...) Nous constatons avec satisfaction un accroissement du nombre de préavis déposés par les syndicats ou par des CSD. Ces préavis permettent de cibler au plus près les revendications locales et d'établir la jonction avec les revendications nationales dont la résolution sera déterminée par notre capacité à faire monter le rapport de force dans le plus grand nombre de collectivités. C'est pour faire monter ce rapport de force, sur un même front que nous avons décidé de lancer la campagne des 10%...»

■ Plaine-Commune - Saint-Denis : la lutte se poursuit contre la mise en œuvre des dispositions de la loi TFP à commencer par la remise en cause de l'accord sur le temps de travail

Depuis le mois d'octobre les agents sont mobilisés. Les syndicats CGT des deux collectivités (dirigées par le même élu et où les objectifs contre les agents sont les mêmes) multiplient les actions, heures d'infos syndicales, débrayages tous les jours, deux actions hebdomadaires pour mobiliser les agents, alerter les usagers, affirmer leur refus du vol de leurs congés. Le 19 novembre, plus de 200 agents étaient en grève et en manifestation dans la ville de La Courneuve (qui est membre de l'agglomération Plaine-Commune) pour défendre leurs revendications. Les syndicats de Saint-Denis et de Plaine-Commune indiquent que le lancement de la campagne des 10% a été particulièrement bien reçu. Une nouvelle manifestation est prévue sur Saint-Denis le 8 décembre.



■ Besançon : jeudi 26 novembre, ils étaient plus de 300 grévistes à avoir répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, SUD (pour 800 agents potentiels à l'Éducation)

150 étaient rassemblés sur le parvis de la mairie, ce qui a impacté 80% du fonctionnement des écoles de Besançon à différents moments de la journée. Avec un taux de grève de 40%, la CGT se félicite de cette mobilisation d'agents en situation de précarité et dans le contexte sanitaire actuel. La grève porte sur les revendications suivantes : pour le recrutement de personnels de nettoyage et d'entretien dans les écoles, pour la titularisation des agents contractuels, pour le recrutement d'animateurs à hauteur des nouvelles charges de travail, pour l'abrogation du jour de carence. La CGT constate qu'aucun élu, aucun représentant de la Direction ne s'est déplacé, preuve que la collectivité reste retranchée sur ses positions. Pour les syndicats se pose la question de la suite de ce mouvement en sachant que la maire souhaite rencontrer individuellement chaque syndicat à l'heure qu'elle a choisie (dans sept jours) et à son bon vouloir. A suivre.

■ **Paris : Mardi 17 novembre, les agents de la ville de Paris étaient appelés à faire grève par leurs syndicats au moment où se réunissait le Conseil de Paris**

La grève portait sur la reconnaissance des agents placés aux premières loges pendant le confinement, les «premiers de corvées» et pour alerter les collègues sur le contenu de la loi de « transformation de la fonction publique » que la maire de Paris entend faire appliquer très rapidement, ce qui revient à Paris à voler l'équivalent de huit jours de congés annuels aux agents. Parmi les revendications, le rejet de tous les projets de privatisation, à commencer par ceux de la collecte des déchets et les opérations de réorganisation dans la ville, ce que la maire appelle le « big bang territorial ». Il s'agirait de rattacher directement les agents aux mairies d'arrondissement, alors qu'ils sont aujourd'hui gérés centralement. Dans cette période de confinement, la CGT se félicite d'avoir pu organiser un rassemblement de 4 à 500 grévistes devant l'hôtel de ville et 60 sur le toit du bâtiment de la DPE, ce qui a permis une large couverture médiatique de l'action. On compte plus de 50% de grévistes le premier jour dans la filière ouvrière, les éboueurs, les égoutiers, les techniques, et les encadrants de la filière technique. Cette mobilisation a permis d'obtenir rapidement la suspension des projets de privatisation et l'ouverture de négociations sur les revendications de la CGT, qui reste vigilante et prête à engager de nouveau la mobilisation des personnels si la mairie persiste dans ses objectifs de déréglementation libérale.

■ **Conseil départemental du Gard : les assistantes et assistants familiaux mobilisés depuis le 12 novembre seront de nouveau en grève le 1^{er} décembre**

Jeudi 12 novembre, elles étaient trente, habillées en rouge, «rouge de colère» à se rassembler devant le siège du Conseil départemental. Leur détermination - et parce qu'elles représentent l'immense majorité de leurs collègues qui n'avaient pas pu se déplacer - a contraint le président du CD à recevoir une délégation de la CGT. Les revendications des personnels ont été réaffirmées, notamment l'augmentation du salaire de base, avec prise en compte de l'astreinte, des heures de nuits et des jours fériés, le remboursement des frais de déplacements au réel à l'intérieur de la commune, des recrutements de personnels à l'Aide sociale à l'enfance (travailleurs sociaux, administratifs et psychologues), ainsi que le renfort du Service d'Offre d'Accueil et le recrutement d'un pédopsychiatre. Le 1^{er} décembre, la grève est reconduite pour appuyer la négociation prévue avec le président du CD. La fédération et plusieurs syndicats ont d'ores et déjà transmis des motions de soutien aux AssFam du Gard.



■ **Saint-Pourçain sur Sioule (Allier) : les Territoriaux étaient en grève vendredi 20 novembre 2020 et appelaient à un rassemblement le même jour à 11h place de la Mairie**

Ils demandent le respect des mesures sanitaires par l'employeur, la distribution de masques aux normes et en nombre suffisant aux agents, mais aussi le respect du droit syndical contesté, refusé depuis la création du syndicat le 19 février 2020. Le syndicat exige du maire, par ailleurs vice-président du Conseil régional qu'il respecte la loi. On le constate trop souvent : lorsque la loi protège, nombre d'élus refusent de l'appliquer, lorsque la loi réprime et dérègle, ils s'empressent de la mettre en place ! Après le dépôt d'un premier préavis et une journée de grève le 20 novembre et face au refus du maire d'ouvrir la moindre négociation, le syndicat CGT a décidé de convoquer une nouvelle journée de grève le 4 décembre.



Fédération CGT des Services publics

263 rue de Paris - Case 547 - 93515 Montreuil Cedex
Tél : 01 55 82 88 20 / mail : fdsp@cgf.fr / www.cgtservicespublics.fr

Infoluttones
actualité des luttes fédérales

fédération
des services
publics
la
cgt